



[Télécharger sous pdf](#) | [s'abonner gratuitement](#) | [Numéros précédents](#) disponible en [espagnol](#), en [portugais](#) et en [anglais](#)

## Numéro 143 - Juin 2009

### NOTRE OPINION

- [Deux mondes s'affrontent dans l'Amazonie péruvienne](#)

### LES COMMUNAUTÉS ET LES FORÊTS

- [Les habitants du Mékong remettront au PM thaïlandais la pétition « Sauvez le Mékong » portant 15 000 signatures](#)
- [Guatemala : l'amer impact de la canne à sucre](#)
- [Nigeria : enfin, le long bras de la justice se rapproche de Shell](#)
- [Pérou : le génocide silencieux des derniers Indiens non contactés](#)

### LES COMMUNAUTÉS ET LA MONOCULTURE D'ARBRES

- [Inde : les plantations de jatropha détruisent les moyens d'existence des populations pauvres](#)
- [Ouganda : l'expansion des plantations de palmier à huile de BIDCO menacera encore plus les moyens d'existences des communautés locales](#)
- [Uruguay : les histoires d'Arauco, Ence et Stora Enso à propos des eucalyptus et de la pâte à papier](#)
- [ArborGen entend légaliser les eucalyptus GM aux États-Unis, puis au Brésil](#)

### DES PAROLES MAIS POINT D'ACTES AUX POURPARLERS SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

- [Un gouffre béant sépare la climatologie des pourparlers sur le climat](#)
- [GenderCC exhorte à stopper vraiment le déboisement plutôt que d'encourager la compensation d'émissions](#)

## NOTRE OPINION

### Deux mondes s'affrontent dans l'Amazonie péruvienne

Le gouvernement du Pérou a choisi la journée internationale de l'environnement pour déclencher une répression sanglante des peuples amazoniens. La raison : l'opposition décidée des communautés de la région à l'entrée dans leurs territoires d'industries destructives de l'environnement et de la société, telles que l'exploitation minière et pétrolière, la monoculture d'arbres et les agrocarburants.

Les communautés amazoniennes avaient commencé le 9 avril ce qu'elles avaient dénommé une « grève indéfinie » dans toute l'Amazonie péruvienne (cf. Bulletin n°

142 du WRM), en réponse au fait que le Congrès de la République n'avait pas tenu son engagement de revoir une série de décrets qui lésaient les droits des peuples indigènes. Ces décrets avaient été adoptés par l'Exécutif dans le cadre de la mise en œuvre du traité de libre-échange avec les États-Unis.

En choisissant la Journée de l'environnement pour déchaîner le massacre, le gouvernement d'Alan García a montré au monde son peu d'intérêt pour la conservation de l'environnement et sa haute estime des grandes entreprises qui prétendent exploiter (et détruire en même temps) les ressources naturelles du pays. Ce qui est encore plus grave, il a déclaré publiquement son mépris de la vie des peuples indigènes qui essaient de défendre le peu que leur laisse l'avancée d'un modèle de « développement » qui a démontré à satiété sa nature destructrice de la société et de l'environnement.

À partir de cette répression sanglante et de l'état public qu'elle a pris au plan international, l'Amazonie péruvienne est devenue le symbole de l'affrontement de deux conceptions différentes du présent et de l'avenir de l'humanité qui a lieu sur la scène mondiale.

D'un côté se trouve le monde de l'intérêt économique qui implique la destruction sociale et environnementale, l'imposition par la force, la violation des droits. Bien entendu, ce monde n'est pas représenté par le président du Pérou qui n'est qu'un instrument transitoire et jetable des grandes entreprises, comme le montre le sort encouru par le président Fujimori, naguère tout-puissant. Néanmoins, le rôle des assistants de ce genre est très important parce que ce sont eux qui donnent une apparence de légalité à un processus manifestement violateur des droits élémentaires des peuples.

De l'autre côté se trouve le monde de ceux qui aspirent à un avenir solidaire et respectueux de la nature ; dans le cas qui nous occupe, ce monde est symbolisé par les peuples indigènes de l'Amazonie, mais il est présent partout où l'on lutte contre d'autres gouvernements, eux aussi au service de l'intérêt économique des grandes entreprises. C'est ce qui se passe dans les pays du Sud-Est asiatique, où les habitants se mobilisent pour défendre le fleuve Mékong (qui fait vivre des millions de personnes) contre la destruction qu'impliquent les barrages hydroélectriques géants ; en Afrique, où les peuples luttent contre l'exploitation forestière et pétrolière ; en Inde, où les populations tribales s'efforcent de protéger leurs forêts contre l'industrie minière, et ainsi de suite.

Dans cet affrontement, l'hypocrisie de ceux qui tâchent d'imposer le modèle destructeur semble n'avoir pas de limites. Au Pérou, le président Alan García, celui même qui prétend livrer l'Amazonie à l'exploitation, a déclaré il y a un peu plus d'un an qu'il voulait « éviter que cette richesse essentielle que Dieu nous a donnée se dégrade par l'œuvre de l'homme, par l'incompétence de ceux qui s'occupent de la terre ou de son exploitation économique, et pour cela nous avons créé ce ministère de l'Environnement ».

À l'échelon mondial aussi, le problème de l'hypocrisie gouvernementale est évident, surtout quand on l'analyse du point de vue du climat. À l'issue d'un processus international interminable mis en route en 1992, les gouvernements sont convenus

que le changement climatique était la menace la plus grave qui plane sur l'humanité. Ils sont convenus aussi que les deux causes principales du changement climatique étaient les émissions de gaz à effet de serre dues à la consommation de combustibles fossiles et au déboisement. Ils sont finalement convenus qu'il fallait faire quelque chose. Ils ont signé les accords correspondants et ils ont pris l'avion pour rentrer chez eux. Et depuis, ils font de leur mieux pour encourager l'exploitation pétrolière, le déboisement, ou les deux.

Sans avoir besoin de créer des ministères de l'environnement ni de participer aux processus internationaux contre le changement climatique, les peuples sont en train de prendre de nombreuses initiatives pour défendre l'environnement et le climat contre les dangers qui les guettent. Dans presque tous les cas, ces actions sont criminalisées ou réprimées, dans le Sud comme dans le Nord, par ceux qui devraient les entreprendre et les soutenir : les gouvernements.

Le cas du Pérou est devenu symbolique : avec l'appui de milliers de citoyens du globe les peuples amazoniens ont gagné une bataille importante. Bien entendu, personne ne pense que le combat soit fini, mais cette victoire apporte de l'espoir à d'autres peuples qui luttent pour des objectifs semblables et à la planète entière, car le sort de l'humanité dépend du résultat de cet affrontement de deux mondes.

[index](#)

---

## LES COMMUNAUTÉS ET LES FORÊTS

### **Les habitants du Mékong remettent au PM thaïlandais la pétition « Sauvez le Mékong » portant 15 000 signatures**

COMMUNIQUÉ DE PRESSE. Donnant libre cours à leur forte inquiétude au sujet du fleuve Mékong du Sud-Est asiatique, plus de 15 000 personnes des six pays de la région et du monde entier ont signé la pétition « Sauvez le Mékong », où elles demandent aux gouvernements concernés d'abandonner les projets de barrages hydroélectriques prévus le long du cours principal du fleuve. La pétition, rédigée en sept langues, sera remise en main propre au Premier ministre de la Thaïlande, S. E. Abhisit Vejjajiva, le 18 juin à Bangkok, et envoyée aux autres chefs d'État de la région.

Malgré le ferme soutien gouvernemental dont bénéficie la construction de barrages sur le fleuve Mékong, plus de 10 000 personnes de la région ont signé la pétition adressée aux Premiers ministres du Cambodge, du Laos, de la Thaïlande et du Vietnam pour les exhorter à laisser le fleuve couler librement et à choisir des options moins nuisibles pour générer de l'électricité. La pétition a été signée par des pêcheurs et des agriculteurs qui habitent le long du fleuve et de ses affluents, par des moines, des étudiants, des citadins et même par quelques célébrités bien connues de la région. Cinq mille autres personnes du monde entier ont signé les cartes postales et la pétition en ligne.

La plupart des signataires des cartes postales ont adressé des messages personnels aux leaders de la région :

« Ne permettez pas que les barrages hydroélectriques bloquent l'avenir de nos enfants ! » Wang Dezhi, Yunnan, Chine

« Ne construisez pas ces barrages sur le Mékong. Ceux qui existent en Thaïlande ont déjà poussé des frères et des sœurs à combattre les uns contre les autres ! » Mak Vangdokmai, Roi Et, Thaïlande

« J'aime mon pays. Je ne veux pas voir des gens détruire mon pays natal par convoitise. C'est pourquoi j'aimerais faire de mon mieux pour protéger notre Mékong ! » Sneampay, Vientiane, Laos

« Si on construit ces barrages, où irons-nous vivre ? » Un habitant de la province de Stung Treng, au Cambodge

« Sauvez-nous, sauvez nos ressources ! L'électricité n'est pas la seule chose qui compte ! » Nguyen Thanh Hang, Hanoï, Vietnam

Les lieux de pêche du Mékong sont une source indispensable d'aliments et de revenus pour des millions de personnes. D'après des estimations officielles récentes, la pêche dans le fleuve représente chaque année trois milliards de dollars. Les barrages empêcheront les migrations massives des poissons qui constituent 70 % des prises commerciales et qui assurent la sécurité alimentaire régionale. L'expérience mondiale montre qu'il n'y a pas moyen d'empêcher l'impact des grands barrages sur les populations de poissons.

Depuis de nombreuses années, des organisations de la société civile de la région du Mékong et d'autres endroits du monde sonnent l'alarme à propos des plans de construire sept barrages hydroélectriques sur le cours inférieur du Mékong, en ce qui est souvent considéré comme une bataille pleine de difficultés.

TEXTE COMPLET DU COMMUNIQUÉ DE PRESSE (en anglais) :

[http://www.wrm.org.uy/deforestation/dams/Press\\_Release\\_Mekong.pdf](http://www.wrm.org.uy/deforestation/dams/Press_Release_Mekong.pdf).

Vous trouverez davantage d'information sur l'initiative Sauvez le Mékong et sur les projets de barrages du gouvernement, en anglais, birman, chinois, khmer, lao, thaï et vietnamien, sur le site web de la coalition : [www.SaveTheMekong.org](http://www.SaveTheMekong.org).

## Guatemala : l'amer impact de la canne à sucre

La culture de la canne à sucre est parmi celles qui ont eu depuis le début le plus d'effets négatifs sur notre pays. Les plantations ont été faites dans les Plaines du Pacifique, une région riche grâce à la fertilité de son sol d'origine volcanique et à la quantité d'eau qu'elle reçoit de la pluie et des fleuves qui naissent dans la chaîne de montagnes. Ces conditions ont été parfaites pour la culture de la canne à sucre et l'expansion des sucreries ; de nos jours, le Guatemala est le cinquième exportateur mondial de sucre et le deuxième producteur de l'Amérique latine et des Caraïbes.

À l'heure actuelle, quatorze raffineries sont en fonctionnement ; en 2007, les plantations de canne à sucre occupaient 216 000 hectares, soit une étendue proche de celle du département de Guatemala (225 300 ha), considérable par rapport à la superficie du pays (108 889 km<sup>2</sup>).

Un problème très grave que pose la monoculture de la canne est qu'elle détruit complètement les écosystèmes où elle est pratiquée. Au Guatemala, cela a impliqué la disparition de vastes étendues de forêt.

À cela s'ajoute la consommation excessive d'eau, qui touche les populations humaines et qui a des répercussions directes et indirectes sur les écosystèmes terrestres et marins côtiers. Le brûlage de la canne à sucre pollue l'environnement, affecte la santé des populations voisines et libère du CO<sub>2</sub>, un des gaz à effet de serre. Ces plantations sont brûlées chaque année et contribuent à augmenter le réchauffement planétaire. Au moment de la récolte, les sucreries détournent les fleuves vers les plantations, laissant la population sans eau, et elles y déversent leurs déchets.

Pendant la saison pluvieuse, les canaux creusés pour irriguer les plantations conduisent l'eau vers l'intérieur et provoquent des inondations qui mettent de nombreuses populations en situation de risque et de vulnérabilité. À cela s'ajoute la pollution due à l'emploi excessif de produits chimiques, de pesticides et de stimulants du mûrissement que les fleuves charrient jusqu'aux écosystèmes marins côtiers tels que les mangroves.

L'industrie sucrière se heurte au problème de la disponibilité de terres. D'après les déclarations faites en 2007 par Armando Boesche, directeur de l'Association de

sucriers du Guatemala (ASAZGUA), « Il n'y a plus de terres disponibles, on a atteint la limite ». Cette situation est devenue une menace pour les écosystèmes et les populations locales et elle est délicate dans un pays où les conflits fonciers ont suscité la guerre, les disparitions et la mort.

Un exemple des conséquences du manque de terres est celui de la sucrerie Guadalupe qui, en 2006, a été réinstallée dans la vallée du fleuve Polochic, en Izabal, près de la réserve naturelle et site Ramsar Bocas del Polochic. Cette situation menace directement et indirectement le marais, sa faune et sa flore, en raison du détournement des fleuves et de l'emploi de produits chimiques que la pluie et le ruissellement font parvenir à cette étendue d'eau au risque d'accélérer la croissance d'*Hydrilla verticillata*, une plante envahissante que l'on trouve à cet endroit depuis plusieurs années.

Cependant, les plantations de canne à sucre ne semblent pas avoir « atteint la limite » dans le Sud, puisqu'elles continuent de s'élargir, au prix des derniers arbres et des forêts riveraines qui protègent les bassins des fleuves, et d'espèces menacées comme le perroquet à nuque jaune qui est en péril d'extinction. La frontière sucrière est arrivée à la lisière des mangroves et, à des endroits tels qu'Iztapa et Hawaii, où l'on trouve encore ces écosystèmes en danger, les plantations provoquent un phénomène d'isolement et d'étouffement.

Le Guatemala n'a pas évalué les effets cumulatifs de cette monoculture qui affecte aussi bien les populations voisines que les écosystèmes de la zone. En attendant, les gens continuent de sucrer leurs aliments et leurs boissons, ignorant que les plantations de canne à sucre ont d'amères conséquences pour la nature et pour eux.

Carlos Salvatierra, SAVIA – Escuela de Pensamiento Ecologista-Guatemala,  
[savia.guate@gmail.com](mailto:savia.guate@gmail.com), [salvatierraleal@gmail.com](mailto:salvatierraleal@gmail.com), [www.saviagate.org](http://www.saviagate.org).

**index**

---

## **Nigeria : enfin, le long bras de la justice se rapproche de Shell**

Le 9 juin, l'organisation Environmental Rights Action / Les Amis de la Terre Nigeria (ERA/FoEN) a publié un communiqué de presse où elle décrit comme un événement déterminant dans la quête de la justice la conclusion du procès intenté par Ken Saro-Wiwa fils et d'autres Ogonis contre Shell, pour complicité dans l'exécution de l'écrivain et activiste pour les droits de l'homme Ken Saro-Wiwa et d'autres leaders ogonis en 1995, et pour d'autres violations des droits de l'homme dans les champs

de pétrole ensanglantés du Delta du Niger.

Après une série de tours et rebondissements juridiques qui ont duré presque quatorze ans, Shell s'est vue obligée de régler à ce contentieux l'amiable en versant 15,5 millions de dollars aux Ogonis demandeurs qui ont lutté pour que l'entreprise soit déclarée responsable de complicité dans les atrocités commises contre le peuple ogoni dans les années 1990, dont l'exécution de Saro-Wiwa.

Les demandeurs ont poursuivi l'entreprise en justice à New York, l'accusant d'avoir financé et armé les forces militaires nigérianes et d'avoir été leur complice pendant le gouvernement de Sani Abacha où les Ogonis du Delta du Niger ont subi des descentes armées brutales et massives.

Après l'annonce du règlement à l'amiable (le lundi 8 juin 2009), Shell s'est hâtée de déclarer que sa décision était « un geste humanitaire à l'égard des demandeurs et des successions qu'ils représentent, en reconnaissance du tour tragique que les événements ont pris dans le territoire Ogoni, bien que Shell n'ait pas été responsable des faits violents qui s'y sont produits ».

Pourtant, le directeur exécutif d'ERA/FoEN, Nimmo Bassey, a rejeté les arguments de l'entreprise dans une déclaration qu'il a faite à Lagos, et il a réaffirmé que « la décision soudaine de Shell de régler l'affaire à l'amiable montre bien que l'entreprise est coupable des atrocités dont on l'accuse et de bien d'autres ».

« Cette nouvelle est une lueur d'espoir pour les habitants du Delta du Niger, car ils voient que les actions irresponsables de Shell, qui a violé leur terre et leur subsistance pendant les cinq dernières décennies d'exploration pétrolière dans la région, ne resteront pas impunies. Mais il est triste de voir que ce n'est pas sur le sol nigérian, où des personnes innocentes ont été appelées criminelles et vandales, que justice a été faite, mais dans un pays lointain, aux États-Unis. »

Bassey a dit que le gouvernement nigérian devrait donner suite à la conclusion du procès en mettant Shell en demeure d'utiliser ses profits indécents pour nettoyer sans délai la pollution des fleuves et des champs et en lui demandant de répondre d'autres violations des droits de l'homme accumulées avant et après l'incident de Saro-Wiwa en 1995.

Un autre volet de la campagne juridique contre Shell est le procès intenté contre l'entreprise à La Haye, aux Pays-Bas, par les habitants du Delta du Niger avec le soutien des Amis de la Terre Pays-Bas et des Amis de la Terre Nigeria, pour des déversements répétés de pétrole.

« Le message adressé à Shell est que le long bras de la justice l'atteindra, pour éloigné que soit son siège. L'asservissement de personnes innocentes et de leur environnement ne passera jamais inaperçu et il faut qu'elle en rende compte. Jusqu'à présent Shell a pu se dérober, mais elle finira bien par se retrouver bientôt sur le banc des accusés », a ajouté Bassey.

La coordinatrice d'Oilwatch International, Keania Karikpo, pense que la déclaration de Shell, suivant laquelle elle aurait accepté le règlement à l'amiable pour des raisons humanitaires, « est une grosse insulte, susceptible d'échauffer les esprits chez les Ogoni, où les gens commencent à vivre en paix en l'absence de l'entreprise. L'attitude de cette dernière montre bien qu'elle est incorrigible ».

Communiqué de presse d'ERA, 9 juin 2009, [www.oilwatch.org](http://www.oilwatch.org)

**index**

---

### **Pérou : le génocide silencieux des derniers Indiens non contactés**

Le gouvernement du Pérou est responsable non seulement de la répression ouverte des peuples amazoniens qui a lieu en ce moment mais aussi du génocide silencieux des derniers groupes d'indigènes non contactés qui vivent encore en isolement volontaire dans leurs territoires ancestraux.

Comme en témoigne un rapport de Survival International récemment paru, tel est le cas des peuples indigènes qui habitent sur les rives du fleuve Envira, dans le département péruvien d'Ucayali. Des exploitants forestiers illégaux sont en train d'envahir le territoire qui appartient aux peuples indigènes isolés du Sud-Est du Pérou, les obligeant à fuir en traversant la frontière du Brésil où ils pourraient entrer en conflit avec d'autres peuples également isolés de ce pays.

Les exploitants cherchent surtout de l'acajou et du cèdre. Le Pérou possède l'une des dernières réserves d'acajou aptes à la commercialisation. D'après José Carlos Meirelles, chef du poste de surveillance de la FUNAI, « [il y a eu] une migration forcée de groupes autonomes du Pérou, provoquée par l'exploitation forestière à la

naissance des fleuves Jurúa, Purús et Envira ».

Malgré les preuves, le gouvernement péruvien a refusé d'accepter publiquement que les indigènes isolés soient en train de s'enfuir vers le Brésil. Le président Alan García a même suggéré que ces groupes n'existent pas.

Les Indiens de Napo-Tigre du département de Loreto se retrouvent dans une situation semblable. Des entreprises pétrolières multinationales travaillent dans les territoires d'au moins deux peuples indigènes isolés qui habitent entre les fleuves Napo et Tigre, dans le Nord du Pérou.

Une de ces entreprises, la pétrolière anglo-française Perenco, a déclaré son intention d'envoyer des centaines de travailleurs dans cette région. D'après l'entreprise, un puits y a déjà été foré.

Le site où fonctionne Perenco est au milieu d'une zone qui a été proposée comme réserve pour les indigènes. Les organisations du Pérou s'opposent à la présence de cette entreprise dans la région et elles ont déjà présenté plusieurs plaintes contre elle.

L'identité de ces peuples indigènes isolés n'est pas claire, mais on croit que l'un d'eux est un sous-groupe des Waorani, tandis que l'autre est appelé « pananjuri ». Perenco nie qu'il existe un quelconque peuple indigène dans la zone.

Le président de Perenco, François Perrodo, s'est réuni récemment avec Alan García, président du Pérou. Quelques jours plus tard, une loi a été approuvée, suivant laquelle l'activité de Perenco dans la région est « une nécessité nationale ».

D'autres entreprises présentes dans la région sont Repsol–YPF, ConocoPhillips, Ecopetrol (l'entreprise pétrolière étatique colombienne) et Petrobras (son homologue brésilienne).

Deux grandes menaces planent sur les peuples indigènes isolés et mettent en péril leur survie. La principale est, de loin, leur manque d'immunité contre des maladies occidentales aussi courantes que la grippe, la varicelle, la rougeole et diverses affections du système respiratoire. Même lorsqu'on adopte des précautions extrêmes

pour le « premier contact » entre un peuple indigène isolé et des étrangers, il est fréquent qu'un nombre considérable d'indigènes meure au cours des mois suivants.

Si le premier contact se produit sans mesures de précaution ni plans d'assistance médicale, tout le peuple ou du moins la plupart de ses membres risquent de mourir. Cette catastrophe a eu lieu à maintes reprises en Amazonie et non seulement à des époques lointaines. En 1996, par exemple, au moins la moitié des Indiens murunahua sont morts après avoir été contactés par des exploitants d'acajou illégaux. L'autre danger important est la violence. Dans bien des cas décrits dans le rapport, les membres des peuples indigènes se retrouvent devant des groupes de bûcherons armés prêts à tirer sur eux dès qu'ils les voient.

En refusant de reconnaître l'existence de ces personnes, en permettant et en encourageant même l'entrée des exploitants forestiers et des entreprises pétrolières dans leurs territoires, le gouvernement du Pérou se rend coupable de génocide.

Article fondé sur des informations tirées du rapport de Survival International, « Un an plus tard. Les peuples indigènes non contactés sont en péril d'extinction », 29 mai 2009, [http://assets.survival-international.org/documents/16/un\\_ano\\_despues.pdf](http://assets.survival-international.org/documents/16/un_ano_despues.pdf) (en espagnol).

[index](#)

---

## LES COMMUNAUTÉS ET LA MONOCULTURE D'ARBRES

### **Inde : les plantations de jatropha détruisent les moyens d'existence des populations pauvres**

Les plans d'établir des plantations de jatropha pour produire du biodiesel sont fondés sur la disponibilité de terres prétendument « infertiles et dégradées » dans le pays. Dans les cercles gouvernementaux on pense qu'il existe de grandes étendues désertes dans les forêts, qui correspondent à des zones de forêt dégradée, à des pâturages et à des prairies, ainsi que des zones boisées mais sous-peuplées d'arbres qui pourraient être affectées à la plantation de jatropha.

Or, les communautés autochtones et locales contestent les critères employés pour définir les terres infertiles et dégradées : par exemple, beaucoup d'écosystèmes arides et semi-arides ont été ainsi classés alors qu'ils sont habités et exploités. Pour leurs habitants, ces terres ne sont ni infertiles ni dégradées et les projets d'y faire des

plantations de jatropha ou d'autres « améliorations » risquent de se heurter à leur ferme opposition.

Pour atteindre les objectifs ambitieux qu'ils se sont fixés en matière de plantation de jatropha, les gouvernements étatiques comme celui de Chhattisgarh ont pratiquement donné carte blanche à la Société de développement forestier (FDC) et au ministère des Forêts (FD) pour qu'ils accomplissent cette mission. Les fonctionnaires des deux organismes ont commencé à planter des jatrophas à tort et à travers, souvent de force, dans toutes les terres, forêts ou non, litigieuses ou non, qu'ils ont pu trouver. Il en a résulté des violations des droits des populations vulnérables des forêts, dalits et tribales, et des atteintes graves à leur droit à la subsistance.

Pendant le deuxième semestre de 2007, des centaines de familles tribales, qui avaient vécu pendant des générations dans les forêts de Chhattisgarh, ont été expulsées par le ministère des forêts et des jatrophas ont été plantés dans leurs champs. « Des incidents de ce genre, où le ministère des forêts a planté de force des jatrophas, ont eu lieu dans au moins cinq districts, à Kawardha, Bilaspur, Korba, Kanker et Rajnandgaon », a dit Pravin Patel, de la Tribal Welfare Society.

Les Baigas sont un groupe indigène qui habite les régions boisées de Chhattisgarh et de Madhya Pradesh. Ils vivent dans une pauvreté extrême et ils plantent certains produits de base comme le kodu, les lentilles et le riz quand ils trouvent des terres cultivables. Beaucoup d'entre eux font des travaux manuels et gardent du bétail.

Budhi Ram, habitant de Baridih (district de Bilaspur) a décrit la situation : « Les fonctionnaires forestiers de la zone, qui sont souvent des gardes forestiers, accompagnés du Sarpanch (le chef du Panchayat du village) viennent avec un grand troupeau de bestiaux qu'ils lâchent à travers les champs, où ils piétinent et détruisent toutes les cultures. Par la suite, on y plante de force des jatrophas ».

C'est précisément ce qui s'est passé au Baigatola du village de Baridih le 8 août 2007 : 400 bestiaux ont été conduits sur les terres cultivables des Baigas et ils ont détruit toute la plantation de kodu qu'ils avaient faite en juin. Ensuite, tout a été planté de jeunes jatrophas. Les Baigas ont réagi, ils ont arraché les jatrophas et ils ont déposé une plainte auprès de la police locale. Mais les Baigas, les Ghils et les Dalits d'autres villages ont été moins fortunés : à Belgahona, Konochara, Mithu Nawagaon et Kekradihi, les manifestants ont été battus par les gardes forestiers et arrêtés par la police. Dans le processus, plus de 150 familles ont perdu les terres qui étaient leur seul moyen d'existence.

La même histoire s'est répétée dans les forêts des districts de Kanker et Bastar. D'après Ratneshwar Nath, de l'ONG Parivartan qui travaille chez les habitants tribaux de ces districts, au moins 355 familles de 27 villages ont été affectées et déplacées par la plantation forcée de jatrophas sur leur terre. « Plus de mille sept cents acres que les autochtones cultivaient depuis des générations leur ont été enlevées pour y planter des jatrophas », a dit Ratneshwar.

Les visites sur le terrain et les articles de presse montrent que la plantation forcée de jatropha dans les terres des peuples tribaux et des Dalits, les terres communales et les pâturages avance rapidement dans les autres districts également, à Raipur, Dhamtari, Kabirdham, Durg, Rajnandgaon, Korba, Sarguja et Jashpur.

Et tout cela, pour alimenter les voitures !

Article fondé sur un rapport non publié encore, rédigé par Soupama Lahiri pour Les Amis de la Terre International. Pour de plus amples informations veuillez contacter l'auteur à l'adresse : [lahiri2006@gmail.com](mailto:lahiri2006@gmail.com)

[index](#)

---

### **Ouganda : l'expansion des plantations de palmier à huile de BIDCO menacera encore plus les moyens d'existences des communautés locales**

BIDCO, le plus grand fabricant d'huiles végétales, de graisses, de margarine, de soupes et de concentrés de protéines de l'Afrique centrale et orientale et celui qui croît le plus vite, est en train d'investir dans une plantation milliardaire de palmiers à huile dans les îles Bugala de Kalangala. L'entreprise a pour partenaires capitalistes Archer Daniels Midlands d'Amérique, le groupe malais Wilmar et Josovina de Singapour. Dans le cadre du projet de développement de l'huile végétale, le Fonds international pour le développement agricole (IFAD) et la Banque mondiale ont accordé à l'Ouganda un prêt de 10 millions USD pour financer les plantations et l'infrastructure, tandis que le gouvernement apportera l'équivalent de 12 millions en terres, électricité et construction de routes, et que BIDCO y investira 120 millions (cf. Bulletin n° 100 du WRM).

Le projet prévoyait de planter 10 000 ha de palmiers sur l'île Bugala. À ce jour, presque toute la surface prévue a été plantée, 6 500 ha correspondant à la plantation mère et 3 500 ha à des petits propriétaires sous-traitants.

D'après les initiateurs du projet, celui-ci visait à améliorer le niveau de vie des Ougandais, en particulier celui des habitants de Kalangala, et surtout à améliorer l'alimentation des pauvres et à réduire la dépense que représente pour le pays l'importation d'huiles végétales.

À ce jour, Oil Palm Uganda Ltd (filiale de BIDCO) a déjà défriché plus de 6 500 ha de forêts et de prairies qu'elle a presque entièrement remplacées par des palmiers à huile ; ces palmiers seront prêts pour la récolte cette année.

Or, le projet n'a pas été à la hauteur des promesses du gouvernement et de l'entreprise. D'après un rapport récent du Forum des ONG du district de Kalangala (KADINGO), la population de la zone se heurte à de graves problèmes.

L'établissement des plantations a eu un fort impact écologique découlant du déboisement et de la diminution des réserves d'eau, de sorte que la population ne peut plus obtenir de nombreux produits et services qu'elle tirait de l'environnement forestier. Pourtant, le problème le plus grave pour les communautés est que les entreprises de plantation se sont emparées de leurs terres. Dans le district de Kalangala, les gens ne sont pas les propriétaires formels de leurs terres. Les entreprises reçoivent du gouvernement des concessions ou des titres et l'aide nécessaire pour réprimer toute opposition des communautés.

Il y a eu des conflits à ce sujet entre BIDCO et la population. Certains habitants de la zone ne savent pas ce que l'avenir leur réserve, tout simplement parce que la terre où ils sont établis est réclamée par BIDCO.

À cela s'ajoute le fait que de nombreuses communautés ont été déplacées des champs qu'elles cultivaient et des pâturages, de sorte qu'elles ont dû vendre leur bétail. À ce qu'on dit, certains habitants sans terre de Bwendero, Buguzi et Mulabana auraient reçu de l'aide pour se réinstaller ailleurs, mais les communautés déplacées de Buswa et de Mugela n'auraient pas été indemnisées du tout ou auraient reçu une compensation insuffisante.

Le fait que des terres domaniales aient été données aux entreprises a affecté les communautés locales qui les habitaient et qui en dépendaient pour leur subsistance. En outre, le boum du marché foncier sur l'île a attiré de nombreux acheteurs fortunés, de sorte que d'autres habitants autochtones ou résidents de longue date ont vu leurs terres clôturées ou en ont été expulsés.

Ainsi, les populations qui habitaient aussi bien des terres privées que des terres publiques ont perdu leurs moyens d'existence. Même ceux qui n'ont pas été touchés s'inquiètent de leur avenir et ne peuvent plus faire d'investissements à long terme. Dans le village de Mugoye, plus de 100 personnes vivent aujourd'hui dans une enclave entourée de plantations de palmier à huile. Les habitants se demandent ce qui va se passer si les « propriétaires » décident de vendre la terre aux propriétaires du projet ou la transformer en plantations de palmiers suivant le système de la sous-traitance.

La terre et les ressources naturelles telles que les forêts ont été un filet de sauvetage pour les victimes des changements sociaux, du déplacement, du chômage, de la perte de possibilités de travail dans les zones urbaines, etc. La perte de cette terre a accru la vulnérabilité de ces personnes aux chocs ou aux changements qu'elles ne peuvent pas contrôler.

En outre, il existe de nombreux conflits entre les communautés et le projet, du fait que les premières ont été privées d'accès aux ressources suivantes :

- l'utilisation du réseau routier du projet pour le déplacement ou le transport du bétail ;
- les points d'eau situés dans la zone du projet, dont certains ont été détruits pendant le défrichage, en particulier les puits de Kibaale ;
- les pâturages situés dans la zone du projet ; les bestiaux « infracteurs » sont confisqués et leurs propriétaires doivent payer une amende exorbitante, sous peine de les voir abattus et mangés pour rien, ce qui décourage l'élevage dans la plupart de la région.

Un problème particulièrement grave a découlé de l'appropriation des carrières de sable et de l'interdiction d'accès aux matériaux de construction, comme dans le cas de Bukuzzindu. La population y obtenait du sable de construction mais, après le démarrage du projet, elle n'a plus eu accès à ce matériau indispensable. La zone a été affectée à la plantation de palmiers et à la construction de logements pour les cadres et les travailleurs supérieurs. Le refus de BIDCO de quitter la zone est en train de provoquer des frictions avec la communauté, au point que celle-ci a réagi en creusant des fossés le long des routes pour que les véhicules de l'entreprise aient des accidents.

Dans sa hâte d'obtenir davantage de terres, l'entreprise a même couvert de palmiers à huile la cour de récréation des écoliers du village de Kasenyi–Bamungi !

Étant donné que BIDCO prévoit d'établir 30 000 hectares supplémentaires de plantations sur le continent, il est important de mettre les habitants de la zone visée au courant des conséquences négatives que les 10 000 hectares plantés sur les îles ont déjà eues. L'expansion proposée ne va pas améliorer leur niveau de vie, au contraire, elle va empirer leur situation, et les communautés des îles Bugala peuvent en donner des preuves plus que suffisantes.

Article fondé sur des informations tirées de : "A study to identify key issues for engagement about the oil palm project in Ssesse islands Kalangala district: A case study of Buggala and Bunyama island in Kalangala district", envoyé par David Mwayafu, responsable des programmes de la Coalition ougandaise pour le développement durable (UCSD), B.P. 27551, Kampala, tél. 256 414 2694, adresse électronique [ugandacoalition@infocom.co.ug](mailto:ugandacoalition@infocom.co.ug), [www.ugandacoalition.or.ug](http://www.ugandacoalition.or.ug). Pour obtenir la version intégrale du rapport : Kalangala District NGO Forum, [Kalangalango@yahoo.com](mailto:Kalangalango@yahoo.com).

**index**

---

## **Uruguay : les histoires d'Arauco, Ence et Stora Enso à propos des eucalyptus et de la pâte à papier**

Les plantations d'arbres continuent d'avancer sur les prairies uruguayennes ; aujourd'hui, elles occupent près d'un million d'hectares de terres naguère affectées à la production d'aliments. À plusieurs reprises nous avons mentionné les effets de ces plantations sur les gens et l'environnement et, dans notre bulletin n° 139, nous avons rapporté des témoignages récents de producteurs ruraux familiaux du département de Paysandú ([www.wrm.org.uy](http://www.wrm.org.uy)).

À l'impact social et environnemental de ces plantations industrielles s'ajoute l'accaparement croissant de terres pratiqué par de grandes entreprises. À ce jour, quatre entreprises étrangères possèdent presque 600 000 hectares, ce qui en fait les plus grands propriétaires terriens du pays : Stora Enso (Suède-Finlande), Arauco (Chili), Weyerhaeuser (États-Unis) et Botnia (Finlande).

Un événement inédit s'est récemment produit, qui montre comment fonctionnent ces entreprises : Ence a vendu la presque totalité de ses actifs en Uruguay, en raison des graves problèmes financiers qu'elle a en Espagne. Jusqu'à ce moment-là, l'entreprise était l'une des principales propriétaires de terres du pays (160 000 ha) et elle prévoyait d'installer une usine de pâte dont le projet avait déjà été approuvé par le gouvernement. Ses plantations avaient reçu des subsides, elle avait été exemptée

d'impôts, on lui avait accordé une zone franche pour l'installation de l'usine, mais elle a décidé de partir et elle est partie, après avoir empoché le produit de la vente des terres et des plantations.

Les actifs d'Ence ont été acquis par un consortium de deux entreprises, Stora Enso et Arauco qui, jusque là, possédaient ensemble un total de 110 000 hectares. Au moyen de cette vente, décidée et négociée par les trois entreprises, le plus grand latifundium de l'histoire du pays est né : 253 000 hectares contrôlés par un consortium étranger.

L'objectif déclaré d'Arauco/Stora Enso est de construire une usine de pâte géante qui sera alimentée par des plantations d'eucalyptus. Il s'agit du plus grand complexe cellulosique du monde, car il impliquerait l'installation d'une usine capable de produire un million et demi de tonnes de pâte alors que l'usine la plus grande qui existe à ce jour a une capacité de production d'un million de tonnes. Du fait de ces dimensions, tout accident, erreur humaine ou dommage serait catastrophique et le taux d'émissions, pour faible qu'il fût, aurait des effets accumulés d'une grande portée.

Les antécédents de ces entreprises ne présagent rien de bon. Les deux sont responsables de graves problèmes écologiques et sociaux dans les pays où elles se sont installées. À titre d'exemple, nous pouvons mentionner des cas géographiquement proches de notre pays : celui de Stora Enso au Brésil (Veracel) et celui d'Arauco au Chili (CELCO) et en Argentine (Alto Paraná).

L'installation de Stora Enso dans l'État de Bahia, au Brésil, a comporté l'expansion de la monoculture de l'eucalyptus dans la zone, avec une série de conséquences graves pour l'environnement et la société. Selon les Indiens pataxó qui habitent la région, l'entreprise s'est approprié les terres au moyen de faux titres de propriété, elle a abattu la végétation indigène, et elle a empoisonné les sources d'eau par l'application de produits toxiques qui ont provoqué la mort d'animaux et de poissons. De leur côté, les paysans affirment que l'entreprise n'a favorisé que la concentration des terres, la monoculture et l'expulsion des habitants de la campagne.

Les effets nuisibles de l'entreprise ont été documentés de façon détaillée en 2008 dans un rapport de l'organisation locale CEPEDES dont le titre est plus qu'illustratif : "Une histoire d'illégalités, d'indifférence et de profits ! Les violations écologiques et sociales suscitées par Veracel Celulose, propriété de Stora Enso et d'Aracruz Celulose" [voir le rapport complet en portugais : [http://www.wrm.org.uy/paises/Brasil/CEPEDES\\_2008.pdf](http://www.wrm.org.uy/paises/Brasil/CEPEDES_2008.pdf)].

Dans le cas de l'entreprise chilienne Arauco, ses activités dans la province de Misiones (Argentine) ont eu une série de répercussions sociales et environnementales, qu'il s'agisse de son usine de pâte (la plus grande de la province) ou de ses plantations de pins. Les témoignages des habitants coïncident : les fortes migraines, les allergies et les maladies respiratoires sont devenues très fréquentes dans leur village situé à quelques kilomètres de l'usine. Ils racontent qu'il y a des jours (et surtout des nuits) où on ne peut même pas respirer parce que l'odeur devient insupportable. Ils mentionnent aussi les bas salaires et le système répressif qui règne à l'usine.

Au Chili, l'entreprise a été la cible d'innombrables plaintes des populations locales et surtout du peuple mapuche qui a été réprimé et qui a vu son territoire usurpé par l'entreprise. Arauco est responsable aussi d'une grave pollution dans la région de Valdivia, qui a touché la réserve du fleuve Cruces, site Ramsar et habitat des cygnes à col noir. Le fleuve était leur lieu de nidification le plus important de l'Amérique du Sud et, grâce au tourisme, il représentait pour la population locale la source principale de revenus. Ce qui a commencé par les plaintes de la population affectée par les odeurs nauséabondes que le vent apportait s'est terminé par la mort massive des cygnes à col noir et par les problèmes économiques découlant de la diminution du tourisme dans la région.

Malgré l'impact constaté et documenté qu'elles ont eu au Chili et au Brésil, ces entreprises affirmeront sans doute que leur usine en Uruguay ne sera pas polluante et que leurs plantations n'ont pas, n'ont pas eu et n'auront jamais d'effets nuisibles. Chacun est libre d'y croire, mais il faut savoir que ce ne sont que des histoires.

**index**

---

## **ArborGen entend légaliser les eucalyptus GM aux États-Unis, puis au Brésil**

***« L'eucalyptus est l'arbre néolibéral par excellence : il croît vite, il devient vite rentable sur le marché mondial et il détruit la terre. »***

***Jaime Avilés, La Jornada, Mexique***

ArborGen, leader mondial de la recherche en arbres génétiquement modifiés, fait avancer rapidement son plan de commercialiser ses « produits » aux États-Unis et au Brésil. Cette entreprise nord-américaine dont le siège est en Caroline du Sud a reçu du gouvernement des États-Unis l'autorisation préliminaire de commercialiser plus d'un quart de million d'eucalyptus résistants au froid, à faible teneur en lignine et florissants, dans sept États du Sud-Est du pays. Cela représente un grand pas en

avant vers la prolifération débridée de grandes plantations d'eucalyptus GM. ArborGen a déjà entamé les démarches nécessaires pour obtenir la permission gouvernementale de développer des plantations commerciales de ces arbres dès 2010. Au Brésil, l'entreprise a déclaré qu'elle prévoit de commercialiser les eucalyptus GM en 2012 mais cela pourrait avoir lieu encore plus tôt, en fonction des progrès technologiques accomplis aux États-Unis.

Les plantations d'eucalyptus GM seraient utilisées pour fabriquer de la pâte à papier et des carburants de transport cellulosiques ou « de deuxième génération », ou pour produire de l'électricité à base de bois. Or, ces plantations représentent un danger sans précédent pour les forêts des États-Unis et du monde. La résistance au froid permettra de faire des plantations dans des régions géographiques bien plus larges que celles où pousse actuellement l'eucalyptus. Les plantations d'eucalyptus conventionnels ont été un désastre écologique et social pour les forêts et les populations qui en dépendent et, de la même manière, les eucalyptus résistants au froid vont menacer les forêts et les populations de régions beaucoup plus vastes.

Dans le Sud-Est des États-Unis, les plantations de pins occupent un cinquième de la surface boisée mais la culture de l'eucalyptus n'y a jamais été possible à cause du froid hivernal. À présent, les eucalyptus risquent de remplacer les pins et cela aura des répercussions considérables. Par exemple, les eucalyptus consomment 2,5 fois plus d'eau que les pins et leurs racines sont bien plus profondes, de sorte qu'ils menaceront les réserves souterraines d'une région qui subit déjà des sécheresses extrêmes à de nombreux endroits.

Les grandes plantations d'eucalyptus non modifiés ont diminué la quantité l'eau douce disponible pour les communautés, les forêts et d'autres écosystèmes. Au Chili, par exemple, dans le district de Lumaco, il y a des villages mapuche complètement entourés de plantations d'eucalyptus. Alors qu'ils disposaient auparavant d'eau douce pendant toute l'année, aujourd'hui ils doivent faire venir l'eau en camions parce que les plantations d'eucalyptus ont épuisé l'eau de la zone. En outre, les produits chimiques utilisés dans ces plantations ont pollué l'eau souterraine, de sorte que l'incidence des maladies a augmenté chez les Mapuche.

D'autre part, les plantations d'eucalyptus sont bien plus inflammables que les plantations de pins. Au printemps 2007, les incendies qui ont éclaté en Georgia et Florida dans les forêts et les plantations de pins ont brûlé pendant des semaines. Mais s'il s'était agi de plantations d'eucalyptus, la situation aurait été bien plus grave. Au début de cette année nous avons vu en Australie un exemple tragique de ce danger : des incendies incontrôlables, attisés par la sécheresse, ont avancé à plus de 100 kilomètres à l'heure, dévastant la faune et la flore et tuant 173 personnes.

En plus d'être très envahissants, les eucalyptus produisent un composé qui inhibe la croissance d'autres plantes, de sorte que les spécimens qui poussent à l'extérieur des plantations finissent par constituer des forêts d'une seule essence. D'après le Projet sur les espèces introduites de l'Université de Columbia, « la diminution de la diversité biologique et de l'habitat est une grave menace qui découle de [...] l'eucalyptus. Il crée de véritables monocultures et peut envahir rapidement les zones compatibles environnantes, modifiant complètement l'écosystème ».

Eucalyptus grandis, l'une des espèces d'eucalyptus employées dans les hybrides GM, est l'hôte d'un champignon pathogène mortel, *Cryptococcus gattii*, qui peut provoquer une méningite fongique fatale chez les personnes et les animaux qui en inhalent les spores. Ce champignon n'existait que dans les tropiques mais on vient de le trouver au Canada, en Colombie britannique et dans la région du Pacifique dans le Nord-Ouest des États-Unis.

En plus d'avoir ces effets si dangereux, la légalisation des eucalyptus GM serait la porte ouverte à la commercialisation d'autres arbres génétiquement modifiés, comme le peuplier et le pin, qui contamineraient inéluctablement et de façon irréversible les forêts indigènes, dévastant les écosystèmes forestiers et les communautés qui en sont tributaires. La seule manière d'éviter la contamination génétique des forêts naturelles est d'interdire la commercialisation d'arbres GM avant qu'il ne soit trop tard.

La Campagne STOP GE Trees se mobilise pour lutter contre cette menace. Nous sommes en train de réunir des experts en matière d'ingénierie génétique, de protection des forêts, d'incendies, de sols, d'eau et d'eucalyptus afin d'organiser une campagne pour stopper les plans d'ArborGen. Si vous connaissez des experts qui puissent y contribuer, contactez-nous !

Nous avons besoin de votre aide ! La bataille sera longue : pour ArborGen, des millions de dollars de bénéfices sont en jeu et l'entreprise va mettre en mouvement tout son appareil de relations publiques. Aidez-nous à freiner ces plantations meurtrières d'eucalyptus GM.

Pour recevoir des mises à jour à ce sujet et participer à la lutte contre les eucalyptus GM, écrivez-nous à <mailto:info@globaljusticeecology.org> ou visitez notre site internet: <http://www.nogetrees.org>.

---

## DES PAROLES MAIS POINT D'ACTES AUX POURPARLERS SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

### Un gouffre béant sépare la climatologie des pourparlers sur le climat

L'écart entre la science climatique et les négociations sur le climat est devenu flagrant à la réunion de l'ONU qui s'est tenue à Bonn au début du mois. Tandis que les scientifiques nous disent qu'il faut réduire considérablement les émissions de gaz à effet de serre, les gouvernements se fixent des objectifs de réduction si faibles qu'ils garantissent presque un dérèglement incontrôlable du climat.

Pendant un événement parallèle organisé par l'Institut de recherche sur l'impact du climat de Potsdam, les scientifiques ont fait une série d'exposés sur le thème : « Les émissions par rapport à l'objectif de rester au-dessous de 2°C : les propositions actuelles feront-elles l'affaire ? ». Katje Frieler, de l'Institut de Potsdam, a signalé que plus de 100 pays demandent de fixer pour objectif que le réchauffement mondial ne dépasse pas 2°C ou reste en-deçà. « De combien faut-il réduire les émissions pour atteindre cet objectif ? » a-t-elle demandé. Les graphiques qu'elle a montrés étaient effrayants. Si les émissions continuaient au rythme actuel, l'augmentation de la température se situerait entre 3 et 8°C d'ici 2100. Or, le plus important est le chiffre correspondant au CO<sub>2</sub> : un trillion de tonnes. Tel est le volume total des émissions que nous pouvons produire entre 2000 et 2050 pour limiter à 25 % la probabilité de dépasser 2°C. Le problème est que nous avons déjà émis un tiers de ce volume au cours des neuf dernières années.

Joeri Rogeli a assombri encore le panorama. Il a examiné les objectifs de réduction de leurs émissions que les pays sont en train de fixer et il a conclu que, si ces objectifs sont atteints, nous sommes « pratiquement certains de dépasser 2°C » et que la concentration moyenne de CO<sub>2</sub> sera de plus de 700 parts par million d'ici 2100.

Bill Hare, de l'Institut de Potsdam et de Climate Analytics, a résumé ainsi les implications des conclusions publiées dans le magazine Nature le 30 avril 2009 : « Entre 2009 et 2050 on peut brûler et émettre moins d'un quart des réserves de combustibles fossiles disponibles et économiquement récupérables ».

Comme l'a signalé George Monbiot, « Pour savoir si les gouvernements sont vraiment décidés à éviter une catastrophe climatique, le test est le suivant : sont-ils prêts à imposer une limite à l'utilisation des réserves [de combustibles fossiles] déjà découvertes et un moratoire permanent sur la prospection de nouvelles réserves ? Si la réponse est non, tout ceci n'est que du vent ».

L'urgence présente dans les exposés de l'Institut de Potsdam ne s'est pas reflétée dans les négociations officielles de Bonn. Aucune délégation n'a mentionné la possibilité d'imposer une limite à la consommation de combustibles fossiles. Le Groupe de travail spécial de l'action concertée à long terme au titre de la Convention (AWG-LCA) a abouti à un texte de négociation de 200 pages, soit près de quatre fois plus long que la version rédigée avant la réunion. Le Groupe de travail spécial sur le Protocole de Kyoto n'est parvenu à aucun accord sur les objectifs de réduction des émissions pour après 2012. Autrement dit, du vent.

En plus de stopper le brûlage et l'extraction de combustibles fossiles nous devons stopper le déboisement. Mais, à Bonn, les discussions sur la réduction des émissions dues au déboisement (REDD) n'ont pas beaucoup avancé. Au cours d'une séance plénière informelle, Michael Zammit Cutajar, président de l'AWG-LCA, a abondé sur le thème des crochets et des accolades. Il a parlé de « l'imperfection des accolades » et de ce qu'il a appelé « les parenthèses mentales ».

Dans une réunion de l'AWG-LCA à propos de REDD qui a eu lieu au cours de la deuxième semaine, l'impression dominante a été que quelqu'un avait rêvé de ce système la nuit précédente après un verre ou deux de Kölsch. Les délégués ont passé 90 minutes à papoter de REDD comme s'il n'y avait jamais eu de discussion à ce sujet. D'autres séances de l'AWG-LCA ont été d'une complexité diabolique : on y a discuté de REDD plus, REDD et NAMA, REDD et LULUCF, REDD et MRV, REDD et CDB, REDD et UNDRIP, REDD et marché du carbone, REDD et compensations, REDD et comptabilité du carbone. Ce que tout cela veut dire n'a pas d'importance, puisqu'on n'est arrivé à aucun accord ou presque.

Or, tandis que les négociations officielles sur REDD se noient dans une soupe d'acronymes, des organisations telles que The Nature Conservancy (TNC) font avancer à plein régime leur propre version de REDD. Dans une activité parallèle, Sarene Marshall a décrit le Programme pilote REDD de Berau, qui comprend une zone de 2,2 millions d'hectares au Kalimantan oriental. Sur cette étendue, 780 000 hectares de forêt seraient coupés. Il s'agirait d'une « exploitation forestière de faible impact / certifiée », nous a assuré Marshall. Ensuite, le projet « vendrait des 'crédits' de réduction d'émissions à des acheteurs du marché volontaire du carbone ».

Il y a là deux problèmes sérieux. Premièrement, l'abattage va produire un grand volume d'émissions. Le fait de comparer ces émissions à celles qui auraient eu lieu en appliquant des méthodes d'exploitation plus destructrices est une escroquerie. Un nouveau rapport de Global Witness [1] montre que l'exploitation de faible impact « tue de 5 à 10 arbres non visés pour chaque arbre visé, et libère de 10 à 80 tonnes de carbone par hectare ». En outre, l'exploitation rend les forêts plus vulnérables au déboisement et aux incendies. « Pendant les événements du Niño à la fin des années 1990, 60 % des forêts exploitées de la partie indonésienne de Bornéo sont partis en fumée, contre 6 % des forêts primaires », signale Global Witness.

Le deuxième problème est que nous devons faire les deux choses, réduire les émissions des combustibles fossiles et arrêter le déboisement, surtout l'exploitation industrielle des forêts anciennes. Nous ne pouvons pas compenser une chose par l'autre. « Dans la pratique, la compensation est en train d'avoir un effet désastreux sur les possibilités d'éviter un changement climatique désastreux », disent Les Amis de la Terre dans un nouveau rapport à ce sujet [2]. « Il ne faut pas amplifier le concept de compensation à Copenhague. Il faut éliminer des discussions tout nouveau plan de compensation et laisser tomber les mécanismes existants ».

La diapositive la plus extraordinaire de la présentation faite à Bonn par Sarene Marshall s'intitulait « Structure de la 1e étape du projet REDD de Berau ». Elle concernait les transferts d'argent. Une flèche avec trois symboles de dollar va de « Bailleurs de fonds » à « Concessions forestières ». On créera un fonds fiduciaire et une unité de gestion du projet. Sous les mots « Activités REDD » on voit trois cases : « Concessions forestières », « Palmier à huile » et « Forêts protégées ». Au-dessous il y a le mot « compensations ». Une case porte les mots « Gouvernement local, gouvernement national, société civile, etc. » et deux autres correspondent à « Gouvernement » et « Communautés ». Aucune n'a l'air de participer à la supervision des flux d'argent, ni à rien qui vaille. La diapositive de Marshall montre l'infrastructure politique et financière qui sera établie par TNC, une ONG nord-américaine qui, à ma connaissance, n'a pas été élue pour gouverner cette région du Kalimantan. Ceci n'est pas de la démocratie, c'est de la carbocratie.

Chris Lang, <http://chrislang.org>

[1] "Vested interests – Industrial logging and carbon in tropical forests", <http://bit.ly/F7a14>.

[2] Friends of the Earth, "Offsetting: A dangerous distraction". <http://bit.ly/3cgNy>.

**index**

---

**GenderCC exhorte à stopper vraiment le déboisement plutôt que d'encourager la**

## compensation d'émissions

Les pourparlers sur le climat qui ont eu lieu à Bonn en juin 2009 ont été le théâtre d'une nouvelle poussée pour inclure la préservation des forêts dans les négociations sur le changement climatique.

D'un côté on entend des propositions enthousiastes en faveur des incitations économiques pour protéger les forêts. De l'autre, on nous prévient par des arguments solides que le recours à des mécanismes fondés sur le marché permettrait de maintenir le statu quo plutôt que de stopper vraiment le déboisement, source d'émissions de carbone considérables.

GenderCC, réseau mondial d'organisations pour les femmes et l'égalité des sexes, a pleinement participé au processus de la CCNUCC à Bonn. Le réseau y a présenté une déclaration qui dit que les négociations de l'ONU sur le changement climatique pour encourager « la protection et la restauration des forêts et des écosystèmes qui les soutiennent » devraient tenir compte de plusieurs dimensions, dont celle des droits de l'homme.

Cela veut dire que toute mesure concernant la protection des forêts doit respecter et renforcer « tous les droits des communautés autochtones et des habitants des forêts qui les ont toujours conservées, en soutenant en particulier les droits et les systèmes de connaissances traditionnelles des femmes ». Les gardiens traditionnels des forêts doivent être « au centre de la planification et de la prise de décisions, de la base au niveau le plus élevé ».

Le besoin de préserver et de restaurer les forêts « pour la valeur de leur diversité biologique et pour la subsistance des populations qui les habitent ou qui en sont tributaires » coïncide avec les normes sur les droits de l'homme. Les forêts sont le foyer et le moyen d'existence d'environ 300 millions de personnes.

Il existe le danger que les propositions et les projets pour réduire les émissions dues au déboisement et à la dégradation des forêts (REDD) deviennent des mécanismes fondés sur le marché qui permettraient l'existence de systèmes de compensation : « Certains plans REDD et l'initiative biochar serviraient à maintenir en place des économies intensives en carbone en leur permettant de compenser leurs fortes émissions. Le carbone 'économisé' grâce au REDD permettrait donc la permanence et l'expansion d'économies fortement polluantes, et même la possibilité de les compenser au moyen de plantations industrielles d'arbres. Cela est inacceptable », a affirmé GenderCC, en ajoutant que « Les plantations d'arbres sont déguisées en forêts dans le cadre de REDD et des MDP, elles bénéficient de la même protection

légale des forêts ; elles sont en train de susciter des violations massives des droits de l'homme et d'endommager des écosystèmes, exacerbant ainsi le changement climatique ».

La déclaration de l'organisation expose le danger que « les grandes sommes d'argent transférées grâce aux plans REDD » provoquent des changements soudains dans les systèmes de production, de consommation et culturels des sociétés traditionnelles. Dans une économie monétaire, « les femmes seraient exclues, elles perdraient leurs droits traditionnels, leurs moyens d'existence seraient compromis et leurs systèmes de connaissance bouleversés ».

GenderCC affirme avec force que « l'important est de réduire les émissions ». Les plans de compensation et d'échange de carbone ne serviraient qu'à détourner l'attention de cet impératif.

(Le texte intégral de la déclaration est disponible sur :  
<http://www.gendercc.net/policy/conferences/road-to-copenhagen.html>)

---

**index**